

### CHAPITRE III

#### LES PREMIERS PAS VERS LA CANDIDATURE MEXICAINE

Familiarité de l'impératrice Eugénie avec Hidalgo. — Situation au Mexique au commencement de 1861. — Guerre de Sécession dans l'Amérique du Nord. — La courageuse Europe. — Le « grand coup » de Hidalgo chez le couple impérial français. — On lance pour la première fois le nom de l'archiduc Ferdinand-Maximilien. — Position d'Almonte à la cour de Paris. — Question confidentielle à l'ambassade d'Autriche. — L'empereur François-Joseph et l'archiduc donnent un assentiment conditionnel. — L'archiduc demande conseil au roi Léopold. — La convention de Londres de 1861. — Participation de l'Amérique « une pure formalité ». — Opinion du roi Léopold. — Rivalités entre les émigrés mexicains. — Avertissements à l'archiduc. — On écoute avec joie ce qui nous plaît et on ferme l'oreille à ce qui nous déplaît.

Tandis que les guerres de 1859 et leurs suites tenaient l'Europe en haleine et rejetaient toutes les autres questions au second plan, Hidalgo, qui entrait toujours librement chez le couple impérial aux Tuileries, aux châteaux de Saint-Cloud, de Fontainebleau et de Compiègne, ne se lassait pas de toujours ramener l'attention sur les plans mexicains.

Napoléon III hésitait beaucoup. Surtout la puissance de la République de l'Amérique du Nord l'amenait toujours à déclarer qu'on ne pouvait rien faire sans l'Angleterre. Avec celle-ci, Napoléon aurait peut-être osé une action même contre la volonté de l'Union. Presque chaque fois que Hidalgo quittait l'empereur, celui-ci lui disait : « Je voudrais bien, mais comment faire ? » (1). Hidalgo ne cessait pas de travailler : partout où il le pouvait, il plaçait un mot sur le Mexique. Il s'adressait surtout à l'impératrice qui l'invitait sans cesse et lui permettait

(1) Notes secrètes de M. Hidalgo. Vienne, Archives de l'État.



une familiarité extraordinaire. Elle montra entre autres aussi quelle position privilégiée Hidalgo occupait à la cour impériale, en le chargeant de l'honneur d'accompagner à Madrid la dépouille mortelle de sa sœur bien-aimée, la jeune duchesse d'Albe, morte à Paris en 1860. Hidalgo instruisait Gutierrez à Rome de toutes ses démarches, que celui-ci approuvait pleinement.

Au Mexique, Juarez était entre temps parvenu au pouvoir et avait fait fièrement, en 1861, son entrée dans la capitale. Seuls quelques généraux conservateurs, parmi eux Marquez et Mejia, résistaient encore çà et là dans quelques escarmouches. Juarez n'avait pas pu établir complètement le calme et l'ordre dans le pays. Le vol et le pillage étaient des faits journaliers. C'est ainsi que cet état des choses nuisait personnellement et matériellement à beaucoup de citoyens des nations étrangères, surtout à des ressortissants des puissances européennes. Juarez n'avait aucun égard pour eux. L'Espagne protesta et demanda un dédommagement pour ses ressortissants ruinés. La même démarche fut faite par le représentant anglais, sir Charles Wyke, et le représentant français, de Saligny.

Dans les stipulations et les conventions, Juarez promit tout ce qu'on demandait de lui, mais les paiements ne furent pas effectués. Déjà, en ce temps, l'Espagne avait l'intention d'appuyer sa demande par la force.

Des événements formidables s'étaient entre temps préparés au nord de l'Amérique. Abraham Lincoln était devenu président de l'Union. Avec cela, la guerre contre l'esclavage des États du Sud était entrée dans une phase décisive. On reconnut au Sud qu'on ne pourrait maintenir l'esclavage qu'en se séparant du Nord. Le 20 décembre 1860, le premier État du Sud se sépara de l'Union. D'autres suivirent. Le Nord accepta le combat et la terrible guerre civile commença, qui fut appelée la guerre de Sécession. Le combat fut très inégal, soit pour le chiffre de la population, soit pour les ressources matérielles.

Les États du Sud comptaient environ neuf millions d'habitants, dont trois millions et demi d'esclaves nègres, qui devaient être maintenus dans l'ordre, et les États du Nord, vingt-deux millions d'habitants. Stratégiquement et économiquement, ce n'était guère différent.

Mais l'énergie tenace et le fanatisme des États du Sud fit que

cés États eurent quand même, de temps en temps, des succès remarquables et qu'ils pouvaient avant tout faire durer la guerre pendant des années.

Ceci fut la cause qui fit croire fréquemment en Europe, et surtout à la plupart des monarques, que le Sud pourrait se maintenir contre le Nord et arriver à la victoire. Cette erreur dans l'opinion était encore aggravée parce que l'on ne savait en Europe que très peu de choses sur la situation en Amérique. Le gouvernement anglais était le mieux renseigné. Grâce à ses informations excellentes, il pouvait poursuivre une politique prudente et sage et préserver l'Angleterre de tous dommages et de toute politique aventurière.

Napoléon et Eugénie appartenaient aussi à ceux qui ne voyaient pas clair dans les affaires de l'Amérique. Surtout l'impératrice, qui avait éprouvé un intérêt toujours croissant pour la question du Mexique et dont l'influence sur son mari en politique devenait de plus en plus forte, croyait que la guerre de Sécession rendait ses plans et ses idées plus faciles à réaliser et espérait une victoire des États du Sud.

Gutierrez avait insisté pour que Hidalgo le présentât également à la cour, afin de pouvoir travailler aussi activement en cette question. Mais ceci n'était point dans les idées de Hidalgo. Il ne voulait pas, autant que possible, avoir de Mexicain dans son voisinage capable de contrarier ses desseins.

D'un autre côté, il était impossible de laisser Gutierrez, le père spirituel de l'idée monarchiste, hors du jeu. Hidalgo en parla donc à l'impératrice, mais sans le recommander trop chaleureusement (1). Gutierrez partageait complètement les vues de Hidalgo, mais il demandait un secours matériel immédiat de la France et non seulement un secours moral.

Le prince Richard Metternich, le fils du grand chancelier, depuis 1859 ambassadeur d'Autriche à Paris et surtout très en faveur chez l'impératrice, fut mis au courant du plan par Eugénie elle-même. Il le déclara de suite irréalisable. Le prince, de taille haute mais un peu lourde, avec des traits fins encadrés de favoris blonds et les manières les plus distinguées, n'était pas seulement très gâté par les femmes, mais aussi

(1) Hidalgo affirme le contraire dans ses notes secrètes, mais il est visible que, sur ce point, il n'a pas dit la vérité.



complètement à la hauteur de sa tâche. Il possédait en politique un jugement très calme et très prudent.

Indépendant comme peu d'autres, par la renommée de son nom, sa richesse et sa position dans le monde, il ne se gênait pas pour dire, même aux monarques, ce qu'il pensait être juste et bien. Ce fut le cas pour la question du Mexique et l'impératrice, qui l'estimait beaucoup, fut un peu vexée de ce que l'ambassadeur ne partageait pas son avis. Elle n'était pas encore complètement résolue à prendre fait et cause pour ces idées avec tous les moyens en sa puissance. Lorsque Hidalgo lui eut montré la nécessité des moyens militaires et lui dit que Gutierrez ne devait pas avoir raison en disant toujours que la cour de France ne voulait donner qu'un appui moral, l'impératrice lui répondit : « Si on veut des soldats, c'est là où je crie. » Gutierrez, auquel Hidalgo avait écrit ceci, lui répondit que « c'était là où il criait aussi. » Ce sera du temps perdu de s'occuper d'une candidature qui ne serait pas soutenue par une grande monarchie militaire et catholique comme la France. D'après ses propres lettres, Hidalgo avait aussi l'air d'être de cet avis et d'avoir pris la résolution de ne plus parler de la question mexicaine. Ceci était très difficile puisqu'il passait justement en ce moment quinze jours dans l'intimité de l'impératrice qui n'était entourée que de deux personnes de sa suite, déjeunait, dînait et se promenait avec elle. Il prétend être resté fidèle à sa résolution durant un mois entier. On peut douter fortement de ces paroles car Hidalgo venait de publier ses idées dans une brochure (1), et les journaux s'occupaient du pour et du contre de ses propositions sans qu'il fit rien contre.

En outre, la question mexicaine devenait de plus en plus actuelle, étant donnée l'attitude brutale de Juarez vis-à-vis des étrangers.

Lorsque le 17 juillet 1861 le congrès mexicain cessa tous les paiements, provenant des prêts de l'étranger, le représentant français, comte de Saligny, rompit les relations avec le Mexique, comme l'Espagne l'avait déjà fait quelque temps auparavant. Sir Charles Wyke préparait aussi une démarche énergique.

(1) José HIDALGO, *Algunas indicaciones sobre la intervencion Europea en Mexico*, 1859.

Mais tandis que les représentants français et espagnols étaient pour une intervention militaire immédiate, Wyke (1) se montrait plus modéré. Il ne craignait pas d'employer des moyens énergiques pour défendre les intérêts britanniques, mais il croyait qu'une occupation de quelques ports de la République suffirait pour arriver à ce but. Ses vues cadraient avec celles de son gouvernement qui était beaucoup plus sceptique au sujet des chances des États du Sud dans la guerre de Sécession et qui, malgré ses sympathies pour le Sud, ne voulait pas s'aventurer dans une intervention au Mexique. Mais ce n'était pas non plus dans les intentions du gouvernement anglais de laisser une autre puissance s'installer au Mexique. Il voulait du moins pouvoir surveiller les démarches des autres et, si possible, à côté de cela, aussi arriver à ce qu'on donnât satisfaction à ses réclamations matérielles. Telles étaient les réflexions qui dictèrent l'attitude subséquente de lord Russel.

En attendant c'était l'Espagne qui poussait le plus vers une intervention énergique. La douleur d'avoir perdu cette colonie tourmentait encore les cœurs des Espagnols, et surtout les cercles de la cour espéraient trouver un nouveau moyen d'union avec ce pays en y établissant une dynastie des Bourbons d'Espagne. Le comte Saligny aussi, qui représentait en outre les intérêts de vastes cercles capitalistes en France, ne se lassait pas de demander une intervention européenne et surtout un changement complet du système gouvernemental au Mexique.

En septembre 1861, Hidalgo reçut à Biarritz la nouvelle des événements de juillet au Mexique et de l'indignation et des desseins des représentants des puissances européennes. Il en concluait que les puissances ne pouvaient faire autrement que d'intervenir au Mexique à main armée. Il résolut donc de saisir l'occasion.

Il était justement l'hôte du couple impérial et avait reçu des lettres avant le dîner. Après le dîner, lorsque l'impératrice s'asseyait avec deux de ses dames à une petite table pour y faire des ouvrages à la main, Hidalgo s'assit à côté d'elle et lui dit à l'oreille :

« Majesté, je viens de recevoir des lettres très intéressantes,

(1) Voir DOMENECH, *Histoire du Mexique*, II, p. 354. Paris, 1868.



les événements nous sont propices et je crois que l'idée d'une intervention et de la monarchie se réalisera. Je voudrais le dire à l'empereur. »

L'impératrice se leva, quitta la chambre pour quelques instants et revint pour appeler Hidalgo dans le cabinet de travail de l'empereur. « Racontez à l'empereur ce que vous venez de me dire », dit-elle à Hidalgo.

« Sire, dit celui-ci, il y a longtemps que j'avais perdu tout espoir de voir la réalisation des idées dont j'ai déjà, depuis quatre ans, l'honneur d'entretenir Votre Majesté. L'Angleterre comme la France, provoquées par la politique de Juarez, enverront des navires pour occuper nos ports. Voilà que nous avons ce que nous désirions, l'intervention anglaise. La France ne sera pas seule à intervenir, ce que Votre Majesté voulait toujours éviter. L'Espagne est prête depuis longtemps. Le général Concha m'a dit dernièrement qu'il avait laissé à la Havane six mille hommes, prêts à débarquer à Vera-Cruz, mais que le cabinet de Madrid préférerait, si possible, procéder en commun avec la France et l'Angleterre. On pourrait donc envoyer une escadre française, anglaise et espagnole à Vera-Cruz et y faire débarquer les six mille Espagnols. Le Mexique, en voyant ces trois drapeaux réunis, sentirait toute la puissance de cette alliance et la grande majorité du pays, s'appuyant sur ces trois puissances, pourrait se débarrasser des démagogues et proclamer la monarchie, qui seule peut sauver le pays. Les États-Unis sont occupés par la guerre, en outre ils n'oseraient pas s'opposer aux trois puissances alliées. Montrez le drapeau allié, Sire, et je répons que la population du pays se lèvera en masse pour soutenir cette heureuse intervention. »

Napoléon répondit : « Je n'ai pas encore reçu les dépêches de M. Thouvenel (1). Si l'Angleterre et l'Espagne sont prêtes à y aller et si les intérêts de la France l'exigent, je serai aussi de la partie. Mais je n'enverrai qu'une escadre et pas de troupes de débarquement. Si le pays déclare vouloir se réorganiser en s'appuyant sur les puissances européennes, je lui donnerai la main. Comme vous le dites, très justement, la situation actuelle aux États-Unis est très propice. »

(1) Ministre français des Affaires étrangères du 4 janvier 1860 au 15 octobre 1862.

Hidalgo croyait rêver et se voyait déjà au bout de ses désirs. Il répondit immédiatement à l'empereur : « Sire, quoi que soit qui se fasse, nous en serons toujours reconnaissants à la France. Permettez-moi de poser la question à Sa Majesté, si elle a déjà un candidat en vue, car les Mexicains l'accepteront, venant de Votre Majesté, comme si la chose venait d'eux-mêmes. » L'empereur alluma une cigarette et répondit tranquillement : « Je n'en ai pas. »

L'impératrice, jusque-là, n'avait pas soufflé mot. Hidalgo dit alors en la regardant : « Nous ne pouvons pas songer à un prince espagnol. M. Mon (1) m'a dit que c'était triste, mais qu'il n'y avait pas de choix possible. » — « En effet, répondit l'impératrice, un choix de ce côté est impossible et c'est un malheur, car s'il y avait là un prince, ce serait pour le mieux. »

L'impératrice et Hidalgo nommèrent ensuite deux ou trois princes allemands, mais partout il y avait des obstacles, par exemple leur confession et l'importance relativement petite de leur pays.

« Lorsque le prince Metternich s'opposa à une candidature du prince de Modène, remarqua Hidalgo, n'a-t-il pas dit alors : « Et un archiduc autrichien n'accepterait-il pas ? »

Il ne faut pas oublier en effet que déjà, en 1846, le président Paredes, qui voulait réaliser l'idée de l'indépendance mexicaine, demanda un archiduc et que Gutierrez lui-même avait été à Vienne dans ce but.

— Mais quel archiduc ? demanda Eugénie.

— Je crois, répondit Hidalgo, qu'on avait parlé de l'archiduc Rainer.

— Oui, dit l'impératrice, car l'archiduc Maximilien n'accepterait pas.

— Non, il n'accepterait pas, répéta Hidalgo et l'empereur parla de même.

Là-dessus un moment de silence, puis soudain l'impératrice comme obéissant à une inspiration, se frappa la poitrine de son éventail et dit : « Mon pressentiment me dit qu'il accepterait. — Nous pouvons essayer, dit Hidalgo, je puis écrire à Gutierrez d'Estrada de se rendre à Vienne pour sonder l'archiduc. »

(1) Mon (Alexandre), ambassadeur à Paris.



L'empereur fit un mouvement, comme s'il voulait dire : « Ceci est l'affaire des Mexicains. » L'impératrice parla d'une façon fort élogieuse de l'archiduc Ferdinand-Maximilien, mais elle ajouta qu'elle ne s'opposerait en rien au choix du peuple mexicain, quel que soit le prince sur lequel se porterait ce choix.

Joyeux et rempli des meilleures espérances, Hidalgo quitta le cabinet de travail de l'empereur. Quelques minutes après, l'impératrice se rendit au salon où se trouvait justement le ministre comte Walewski. Elle l'appela sur la terrasse et lui raconta tout ce qui venait de se passer. Ensuite elle s'adressa à Hidalgo et lui dit : « J'ai rapporté au comte Walewski notre conversation de tout à l'heure. » Le comte Walewski ajouta : « Monsieur Hidalgo, vous vous souviendrez que lorsque j'étais encore ministre des Affaires étrangères, vous m'avez souvent exprimé le souhait de voir intervenir la France dans les affaires du Mexique. Je vous disais toujours que la chose était impossible. Mais aujourd'hui la situation a changé et je crois que la chose est faisable. Que puis-je faire pour vous? »

Hidalgo demanda de pouvoir se servir un instant du télégraphe du ministère pour informer Gutierrez. Il informa de même le général mexicain Almonte de son entretien. Almonte, depuis que Juarez était au pouvoir, se trouvait à Paris où il avait également su acquérir une position de confiance spéciale à la cour française et il avait aussi beaucoup aidé Hidalgo. Lui aussi n'était plus à Paris comme ambassadeur mexicain, car Juarez l'avait immédiatement destitué et désavoué, mais comme émigrant mécontent du régime de Juarez. Il était un ennemi enragé du président du Mexique et faisait tout ce qu'il pouvait pour lui nuire et même amener sa chute. Lui aussi avait, à côté de Hidalgo, constamment travaillé à la cour et dans tous les cercles de la capitale, pour que la France s'intéressât aux affaires du Mexique. Il l'avait même déjà fait bien avant que Hidalgo vînt à Paris. Maintenant il travaillait en commun avec Gutierrez et Hidalgo, mais surtout avec ce dernier, car vivant à Paris, il avait eu l'occasion d'observer de quelle sympathie il jouissait auprès de l'impératrice. En outre, le fait que Gutierrez était étroitement lié avec Santa Anna le séparait de lui, n'éprouvant plus beaucoup de sympathie pour son ancien protecteur. Il savait que, le cas échéant,

Santa Anna jouerait au Mexique, à côté du monarque, le premier rôle et cela ne lui allait guère. Ayant une grande ambition personnelle il aurait préféré jouer ce rôle lui-même. Ainsi il préférait Hidalgo, duquel il savait qu'il ne voudrait guère, quoi qu'il advienne, quitter sa place avantageuse à la cour française.

Thouvenel, ministre des Affaires étrangères en France, avait personnellement beaucoup de sympathie pour l'entreprise mexicaine. Mais, par prudence, il voulait d'abord se former un jugement sur les émigrants mexicains à Paris qui y jouaient un rôle. Il n'osait pas s'aventurer contre Hidalgo, car celui-ci avait une position trop sûre à la cour impériale, mais il pouvait critiquer Gutierrez et Almonte à sa guise. Du premier, il avait la plus mauvaise impression. A ses yeux, ce Gutierrez n'était qu'un ultramontain fanatique et un phraseur. Il recommanda donc Almonte pour la mission au Mexique, comme homme de confiance de l'empereur Napoléon, car Gutierrez, avec ses idées archaïques, ne pouvait que nuire à la cause.

A la cour française, on s'était enfin décidé pour l'entreprise mexicaine. L'ambassadeur au Mexique, comte Saligny, monarchiste et catholique fervent, avait, depuis le mois d'avril 1861, recommandé d'une façon de plus en plus urgente une intervention militaire. Cet homme ambitieux et passionné croyait par ses conseils aller au-devant des intentions de la cour impériale. Il entretenait avec celle-ci des relations très étroites et était exactement renseigné sur tout ce qui se passait autour du couple impérial. Saligny était l'ami intime du duc de Morny, dont tout Paris savait qu'il était un fils illégitime de la reine Hortense et partant un frère utérin de Napoléon III. Celui-ci avait en général, durant tout son règne, attiré à lui et procuré des situations élevées à tous les hommes qui avaient été en relations avec le premier Empire. Walewski, par exemple, qui était un enfant naturel de Napoléon I<sup>er</sup>, était devenu d'abord ministre des Affaires étrangères, puis ministre d'État. Morny fut également nommé ministre et président du Corps législatif. Le duc de Morny, comme homme d'État et surtout au point de vue financier, possédait des qualités éminentes, mais avec cela il était passionné pour le jeu de la Bourse, pour les entreprises hasardeuses commerciales et spéculatives. Étant donné son train de vie, l'argent qu'il gagnait disparaissait aussi vite



qu'il était venu. Morny était aussi intéressé dans la banque Jecker, qui avait fait le prêt au président mexicain Miramon. Lorsque cette banque fit faillite, à la suite du refus du président Juarez de payer les créances exorbitantes, réclamées à la République du Mexique et que Miramon avait acceptées, c'était dans l'intérêt de Morny, que Saligny et avec lui la France, portassent de l'intérêt à ces créances. Il est vrai que Jecker était Suisse et partant ce n'était pas l'affaire de la France de prendre la défense de ses intérêts. Mais Morny lui procura la nationalité française. Si Saligny prenait fait et cause pour les créances jusqu'à une intervention armée, il croyait être agréable au couple impérial et à son entourage. Il savait que cette intervention était une idée favorite de l'impératrice et qu'en agissant dans ce sens, il ne pouvait que favoriser sa propre ambition. Voilà le secret de sa ligne de conduite.

Influencé par les récits de Saligny, pressé par l'impératrice et les Mexicains, d'ailleurs lui-même favorable à l'entreprise, Thouvenel, à l'instigation de Napoléon, se décida à faire demander officieusement à Vienne, par un Mexicain et l'intermédiaire de l'ambassade autrichienne, quelle attitude on prendrait s'il était question d'un archiduc autrichien pour le trône du Mexique. Thouvenel crut pouvoir accepter la proposition de Hidalgo de charger Gutierrez de cette mission à Vienne où il avait été ambassadeur. De plus, sa femme était une comtesse autrichienne et, le premier, il avait travaillé pour une monarchie au Mexique, en sorte qu'on ne pouvait pas le négliger complètement.

En outre Gutierrez, de sa propre initiative, avait déjà, en juillet 1861 (1), fait demander à l'ambassadeur Metternich quelles seraient les chances d'une démarche à Vienne. Il avait déclaré que, vu les difficultés intérieures des États-Unis, qui semblaient garantir, ou du moins faciliter un succès, le moment était venu d'étudier la question de plus près. « Je ne puis songer, disait Gutierrez, sans trembler à l'avenir de ce pays, car il n'est pas même permis d'espérer qu'une nation étrangère

(1) Gutierrez au prince Richard Metternich. Paris, 4 avril 1861. A cet écrit étaient jointes des copies de lettres que Gutierrez avait adressées le 28 mars et le 14 avril 1846 au père du prince Richard, le chancelier, prince Clément Metternich. Vienne, Archives de l'État.

s'en emparera. Ceci serait un vrai bonheur pour le pays et son unique salut. » Almonte, lui aussi, avait fait des communications au prince sur les possibilités d'un changement de système au Mexique dans le sens d'une monarchie. Metternich avait dit alors au comte Rechberg-Rothenlöwen (1), chargé de la direction de la politique extérieure de l'Autriche, que l'idée en soi n'était pas dépourvue d'une certaine grandeur, mais qu'on péchait, en ce qui concerne l'exécution de la façon la plus regrettable et la plus décourageante. Rechberg avait répondu (2) à Metternich, qu'il ne méconnaissait pas la grandeur et l'attraction de ce plan, mais qu'il devait pour le moment lui dénier toute importance pratique. On n'avait aucune garantie sérieuse que l'Angleterre et la France soutiendront par la force une restauration monarchiste au Mexique et se lanceront ainsi dans l'incertain. « Néanmoins, nous ne voulons pas, concluait-il, complètement décourager ce diplomate (Gutierrez) et rejeter ses avances, mais seulement lui montrer que la situation générale et les difficultés spéciales de notre position ne nous permettent pas de songer maintenant à des entreprises si éloignées. Le danger de compromettre la dignité de l'empereur d'Autriche semblait grand au comte Rechberg.

En septembre, après l'entretien d'Hidalgo avec le couple impérial à Biarritz, les démarches recommencèrent. C'était surtout l'impératrice qui poussait avec impatience les démarches. On ne peut presque pas se refuser à la supposition qu'elle avait déjà, avant la fameuse conversation avec Hidalgo, dans le cabinet de travail de l'empereur, fait choix de l'archiduc Ferdinand-Maximilien comme le plus propre à la candidature au trône du Mexique. Elle persuada le comte Walewski d'écrire à l'ambassadeur d'Autriche, qui se trouvait justement en congé dans son pays, une lettre privée à ce sujet.

Walewski n'était pas, en général, très enthousiaste pour le plan de l'empereur (3). Il disait même qu'il admirerait l'ar-

(1) Le prince Richard Metternich au comte Rechberg, 8 juillet 1861. Vienne, Archives de l'État.

(2) Comte Rechberg au prince Richard Metternich, 28 juillet 1861. Vienne, Archives de l'État.

(3) Comte Müllinen au comte Rechberg. Paris, 21 octobre 1861, Vienne, Archives de l'État.



chiduc s'il acceptait (1). Mais la tendance conservatrice de l'action désarmait cet homme monarchiste jusqu'à la moelle des os. Il voyait avec plaisir que les États-Unis, « l'idéal d'une république, » étaient divisés à l'intérieur et couraient danger d'aller à la ruine. Walewski nomma formellement dans cette lettre privée (2) le nom de l'archiduc Ferdinand-Maximilien, qu'on était très disposé à soutenir à Paris, « moralement » bien entendu. Si cette proposition était bien vue à Vienne, on serait même prêt à prendre, de Paris, l'initiative à Londres et à Madrid. Walewski demandait une réponse, afin de pouvoir parler à l'impératrice, dont l'intérêt n'était pas à nier, de l'attitude à prendre dans cette question.

Metternich répondit qu'il parlerait encore une fois à Vienne de la chose.

« Quelle drôle de chose que cette insistance, écrit-il à un ami (3). Note bien que s'il est question de l'impératrice, l'Empereur y est pour beaucoup. » L'ambassadeur était en général très sceptique en cette question, seul le grand intérêt de l'impératrice le faisait réfléchir.

A peu près en même temps, Gutierrez se rendit à l'ambassade autrichienne à Paris et confia au comte Mülinen, qui remplaçait Metternich pendant son congé, que la France désirait voir un archiduc sur le trône du Mexique et qu'il croyait savoir que l'Angleterre accepterait également cette combinaison. Il pria qu'on lui donnât confidentiellement l'assurance que, si la France prenait l'initiative de propositions à ce sujet, le cabinet de Vienne ne les repousserait pas. Gutierrez déclara au surplus qu'il tenait à une réponse immédiate, car la chose était en relation avec l'expédition projetée au Mexique (4).

Cette démarche sérieuse détermina de suite le comte Rechberg à faire un rapport à l'empereur François-Joseph pour

(1) Comte Mülinen au comte Rechberg. Paris, 3 novembre 1861, Vienne, Archives de l'État.

(2) Comte Walewski au prince Richard Metternich. Biarritz, 16 septembre 1861, d'après un extrait d'une lettre. Vienne, Archives de l'État.

(3) Richard Metternich à Roger... Königswart, 25 septembre 1861. Vienne, Archives de l'État.

(4) Comte Mülinen au comte Rechberg. Paris, 27 septembre 1861. Vienne, Archives de l'État.

savoir son avis. On résolut avant tout de sonder l'archiduc Ferdinand-Maximilien, la personne la plus intéressée. Ainsi Rechberg fut envoyé le 10 octobre 1861, à Miramar, pour causer de ce projet avec l'archiduc. Le résultat de cette conversation fut le suivant : Rechberg constata que d'un côté l'archiduc était tenté par l'offre d'une telle couronne, et que, de l'autre, son frère n'aurait pas d'objections sérieuses contre une acceptation éventuelle, quoiqu'il s'exprimât, selon son habitude, d'une façon réservée. L'état d'âme général de l'archiduc, auquel s'ajoutait encore l'influence de son épouse qui avait trop peu de distractions à Miramar et désirait une position capable de lui donner plus de relief, le détermina à prendre l'offre en considération, tandis que l'empereur semblait en un certain sens content d'avoir peut-être trouvé pour ce frère libéral, toujours inquiet et critique, qui lui créait sans cesse des ennuis et des embarras et qui était extraordinairement populaire dans tout le pays, une sphère d'action grandiose, pleine de gloire et digne de la maison des Habsbourg.

A tout cela s'ajoutait encore l'avantage que ce champ d'action était situé loin, très loin de l'Autriche. Les relations entre les deux frères n'étaient pas des meilleures. La distance ne pouvait qu'améliorer cet état de choses et peut-être que la séparation aiderait à supprimer quelques contrastes, qui de près semblaient incompatibles. L'empereur ne dit donc pas non, lorsque Rechberg lui parla de l'offre et qu'il vit l'inclination de son frère et le grand intérêt de sa belle-sœur, mais il était loin de les encourager et surtout de les presser.

En attendant, la chose semblait encore bien aventureuse et il fallait avant tout sauvegarder la dignité de la maison. En conséquence on pouvait bien dire qu'éventuellement on serait disposé à accepter, mais que cette acceptation dépendait d'une foule de conditions importantes. Le résultat de ces démarches fut que le comte Rechberg reçut des instructions pour se rendre à Paris (1). D'après ces instructions, il devait faire part confidentiellement à Gutierrez que l'empereur d'Autriche ne rejeterait pas des propositions sérieuses tout comme l'archiduc Ferdinand-Maximilien ne refuserait pas, le cas

(1) Comte Rechberg au comte Mülinen, 7 octobre 1861. Vienne, Archives de l'État.



échéant, de répondre aux désirs de la nation mexicaine, si celle-ci l'appelait au trône. Mais il est nécessaire que l'issue heureuse de l'entreprise soit garantie, afin de sauvegarder l'avenir et la dignité de l'archiduc et de son illustre maison. Les conditions pour cela seraient le secours matériel et efficace des deux grandes puissances maritimes et la volonté clairement exprimée du Mexique. Mais l'Autriche ne prendrait en cette question aucune initiative et garderait une attitude purement passive.

Gutierrez, qui avait en outre écrit en son style phraseur une lettre à Metternich, dans laquelle il le conjurait de sauver le Mexique, « qui se meurt si on ne lui vient pas en aide (1), » fut appelé auprès de Mülinen, pour recevoir ces communications. Mülinen regardait d'un air sceptique la joie du vieillard. Oui, on acceptait avec enthousiasme l'archiduc, mais c'étaient seulement les quelques Mexicains qui vivaient à Paris (2). Metternich aussi, pour quelque temps éloigné de son poste, était consterné du développement rapide que prenait cette affaire (3).

Gutierrez était hors de lui. Il répétait sans cesse que la tâche à laquelle il avait consacré vingt ans de sa vie touchait à une issue heureuse. Il prétendait que Napoléon lui aurait dit : « Si l'Autriche accepte, la chose est faite en vingt-quatre heures (4). » Il compara la main tendue par l'Autriche au bras sauveur d'un homme qui vient au secours de quelqu'un qui se noie. Il comprenait très bien que l'Autriche voulût rester passive et réservée. Il compara cette position à celle d'une jeune fille, qui attend modestement que quelqu'un vienne pour lui offrir sa main.

« Bien, dit Mülinen, j'accepte la comparaison, mais il ne faut pas demander de dot pour la jeune fille. » Gutierrez fut satisfait et déclara mettre sa tête en gage qu'on ne demanderait rien de la sorte. Ceci ne voulait rien dire, mais c'était une belle phrase.

(1) Gutierrez au prince Richard Metternich. Paris, 24 septembre 1861, Vienne, Archives de l'État.

(2) Mülinen à Rechberg, 12 octobre 1861. Vienne, Archives de l'État.

(3) Metternich à Aldenbourg de Plass, 6 octobre 1861. Vienne, Archives de l'État.

(4) Mülinen à Rechberg. Paris, 15 octobre 1861, Vienne, Archives de l'État.

Immédiatement, il fit part de la réponse favorable au ministre des Affaires étrangères. Thouvenel et Hidalgo se rendirent de suite à Compiègne, chez l'empereur Napoléon, de sorte qu'il fut informé de l'acceptation conditionnelle déjà dans la soirée du 19 octobre 1861.

Dans la même soirée encore, après avoir reçu la réponse autrichienne, qui suscita surtout chez l'impératrice une grande joie et un grand enthousiasme, Napoléon III écrivit deux lettres importantes, qui devaient mettre l'affaire mexicaine en mouvement. L'une de ces lettres était adressée au général comte Auguste-Charles Flahault de la Billarderie, un vieux type de soldat du temps de Napoléon I<sup>er</sup>, qui était alors ambassadeur de France à la cour d'Angleterre. Flahault s'était surtout intimement rapproché de la famille Bonaparte, parce que la mère de Napoléon III, la reine Hortense, avait eu une liaison amoureuse avec lui, dont le fruit était le duc de Morny, ami du comte Saligny, ambassadeur au Mexique. Le comte Flahault devait servir d'intermédiaire des idées de Napoléon auprès de lord Palmerston. L'empereur espérait ainsi mettre en train les négociations sur le Mexique qui n'avançaient pas.

Napoléon, dans cette lettre, appuyait sur le fait de l'intérêt commun des trois puissances maritimes à voir le Mexique doté d'un gouvernement stable. La régénération de ce pays formerait une barrière infranchissable aux empiétements de l'Amérique du Nord et offrirait un débouché important pour le commerce de ces puissances. « Je me suis toujours, écrivait l'empereur, vivement intéressé au sort du Mexique, un des plus beaux pays du monde, livré à l'anarchie et menacé d'une ruine prochaine. » Cet intérêt aurait été augmenté encore par des personnages importants du Mexique qui venaient lui dépeindre l'état malheureux de leur pays. Avant peu, l'empereur avait tenu la chose pour impossible, car il semblait difficile de s'entendre avec le cabinet de Saint-James et qu'on aurait risqué de se brouiller avec les États-Unis. Mais maintenant la situation avait complètement changé. La guerre d'Amérique avait mis les États-Unis dans l'impossibilité de se mêler de la question et les outrages du gouvernement mexicain fournissaient des raisons plausibles pour une intervention. D'après ce qu'il aurait appris, dès que les escadres apparaîtraient devant Vera-Cruz, un parti considérable au Mexique serait prêt à s'emparer



du pouvoir, à convoquer une assemblée nationale et à proclamer la monarchie. Comme candidat, il avait mis en avant l'archiduc Maximilien pour ne pas blesser les susceptibilités, et parce que les qualités du prince, son alliance avec la fille du roi des Belges, lien naturel entre la France et l'Angleterre, répondaient le mieux à toutes les conditions désirables. L'empereur faisait part dans sa lettre des conditions posées par l'Autriche et ajouta qu'il avait cru qu'il serait de bon aloi de sa part de choisir un prince d'une dynastie avec laquelle il avait été récemment en guerre. Il affirmait ne chercher que le bien et être convaincu qu'essayer de rendre un peuple heureux c'était travailler efficacement à la prospérité de tous.

Dans la seconde lettre, il s'adressait au roi des Belges, comme oncle de la reine Victoria, pour qu'il soutienne avec énergie la démarche de Flahault à la cour anglaise. En outre, Napoléon écrivait que l'Espagne désirait ardemment voir l'ordre rétabli au Mexique, mais déclarait ne pas avoir de candidat et que lui-même ne voulait mettre en avant aucun Français et aucun intérêt spécialement français.

Le roi Léopold répondit à Napoléon, le 16 octobre (1), qu'il partageait ses vues sur le Mexique, qu'il était déjà dans ces idées du temps de Canning (2), et que de toutes les Républiques ci-devant espagnoles, elle était celle où se trouvaient le plus d'éléments monarchistes. En ce qui concernait l'archiduc Ferdinand-Maximilien, le roi écrivait qu'il était très reconnaissant de la manière aimable avec laquelle Napoléon l'introduisait, mais qu'il ne pouvait pas, pour le moment, porter de jugement sur les chances possibles. Le roi Léopold informa tout de suite son beau-fils de tout cela, disant que les Anglais étaient toujours très farouches en de telles choses, mais qu'il y avait déjà eu des pourparlers pour voir comment on pourrait mettre fin à l'anarchie au Mexique. « La situation est très obscure, disait le roi, et en tous les cas il faudrait avoir une troupe à laquelle on puisse se fier. Qui la donnera? Je te prie

(1) Voir lettre du roi Léopold à l'archiduc Maximilien. Liège, 20 janvier 1861, Vienne, Archives de l'État.

(2) Le roi Léopold, lorsqu'il vivait encore en Angleterre comme prince de Cobourg, fut lui-même mis en avant pour une candidature éventuelle au trône du Mexique, dans le cas où la monarchie y serait établie. Voir l'œuvre du même auteur sur *Léopold de Belgique*, p. 358.

de me répondre oui ou non aussi par la poste, si tu es déjà au courant et si tu voudrais t'occuper de la question. »

L'impératrice Eugénie était heureuse et enthousiaste des démarches de son mari dues en grande partie à son influence journalière. Elle fit appeler le lendemain à dix heures Hidalgo, lui fit la lecture de la lettre adressée au comte Flahault et laissa ensuite la lettre pour une heure au jeune Mexicain afin qu'il puisse la montrer à Gutierrez.

Les tentatives énergiques de Napoléon pour gagner l'Angleterre à ses plans étaient nées de la constatation que cet État gardait dans toutes les questions mexicaines une attitude très réservée.

Encore, le 27 décembre, lord Russel avait dit, d'une façon vraiment prophétique à l'ambassadeur américain à Londres (1), qu'il craignait pour le projet d'introduire un nouveau système au Mexique, car il était persuadé qu'une intervention dans les affaires intérieures de ce pays amènerait les déceptions les plus terribles pour ceux qui l'entreprendraient. Le cabinet anglais fut donc très embarrassé par les informations que le comte Flahault lui donna, d'après la lettre de Napoléon. Car, bien qu'on n'eût en Angleterre aucune envie de participer à une aventure dangereuse, le Premier Palmerston avait pourtant toujours été un ami de Napoléon. La forme que Napoléon avait choisie pour exposer au cabinet anglais son opinion, offrait la possibilité d'un règlement sans réponse directe. Au fond, cette lettre n'était qu'une missive de l'empereur à son ambassadeur et partant n'exigeait aucune réponse officielle. On résolut en Angleterre de ne point répondre, de signer la convention concernant les démarches communes, mais de faire en même temps de sérieuses restrictions.

En Espagne, on aurait préféré un Bourbon au Mexique. Le plan de Napoléon fut donc vu d'un mauvais œil. Sans doute, il voulait bien y établir la monarchie, mais avec un prince de son choix.

Telles étaient les différences de vues des trois puissances, dont les ambassadeurs se réunirent à Londres, pour signer une Convention (2) sur une démarche commune pour faire rentrer

(1) Voir Léonce DÉTROYAT, *l'Intervention française au Mexique*, p. 39.

(2) Le texte de la Convention de Londres a été souvent reproduit, par